

Pourquoi le social ne nous

Les rapports de forces, la lutte des classes, l'exclusion et la pauvreté sont bannis des gazettes et du petit écran : trop peu « sexys », trop compliqués, trop sombres, ils feraient fuir les lecteurs. Du moins selon la version « officielle ».

Isabelle Philippon (CSCE)

« Si j'ai la capacité d'arrêter ce pays, je le ferai. Je vais pourrir la vie du gouvernement » : ces menaces, proférées par Robert Verteneuil, président de la FGTB, au lendemain de la présentation du budget de l'Etat - et principalement de son fameux *Jobs deal* - pour 2019, étaient assurées de faire mouche dans les médias. Ah, du « dur », une crise annoncée, une grève paralysante, la perspective d'une rentrée décoiffante ! De quoi faire les manchettes, assurément. Et cela n'a pas manqué : « Après le budget, la FGTB menace de bloquer le pays », titrait *Le Soir* du 25 juillet. « Je vais pourrir la campagne du gouvernement », épinglait *La Libre* plus sobrement en pages intérieures. Après ça, rideau, quelques semaines de répit estival pour les gazettes, le gouvernement et les syndicats. Et puis est venue la rentrée, et on est reparti dans le lourd. La fin de l'été social sera chaud, et l'automne, potentiellement torride. Les médias vont se jeter sur les petites phrases assassines des uns et

peu d'informations sur le social. Aucun des deux grands journaux dits « de référence », pas plus que le seul magazine d'information générale, ne comporte de rubrique quotidienne sur ce thème. Les rapports sociaux dans l'entreprise sont, au mieux, isolés dans des suppléments hebdomadaires largement occupés par des annonces payantes destinées au recrutement des cadres (pages saumon du supplément « L'Economie » du *Soir*), ou rejetés dans les pages « Eco » consacrées à la microéconomie et rédigées du point de vue des entrepreneurs. Nul cahier consacré aux luttes syndicales n'équilibre les suppléments « Votre argent » ou « Spécial immobilier » du *Vif/L'Express*. Il en va de même dans l'audiovisuel : ni la RTBF (service public) ni, *a fortiori*, RTL-TVI (privé) ne programme le moindre magazine social régulier. Au sein de la profession, on ne trouve plus de « journalistes sociaux ». C'est que ces sujets sont trop sombres, trop ardu : ils détourneraient les lecteurs et, dans leur

pagement médiatique soigné dans *L'Echo* et les pages *Eco* de *La Libre* ou du *Soir*, et que rares sont les journalistes spécialisés qui y ont trouvé à redire.

Le social n'est donc médiatisé qu'en situation de crise. Quand le gouvernement sort une de ces horreurs dont il a le secret, et contre lesquelles les syndicats vont mobiliser leurs troupes. Lorsque Renault-Vilvorde ou Caterpillar ferment leurs portes, ou quand Carrefour licencie des centaines de personnes. Ou encore alors qu'émerge une forme d'action nouvelle, comme celle menée par les Zadistes de Notre-Dame des Landes, en France, qui permet un beau « cadrage » (ou « angle », comme on dit dans le jargon), une belle histoire, qui orientera l'interprétation des significations sociales et politiques du conflit.

Sur le reste, c'est-à-dire sur l'essentiel, les coups de butoir plus ou moins discrets portés, au quotidien, sur la qualité de l'emploi, le bien-être des travailleurs et le soutien aux chômeurs et aux exclus du système, circulez, il n'y a (presque) rien à voir. La lutte des classes et les luttes syndicales « routinières » ne sont guère présentes dans les pages des gazettes, dans les journaux télévisés ou dans les matinales radio, si ce n'est en cas de dérapage ou de pagaille sur les routes.

Les sujets sociaux sont trop sombres, trop ardu : ils détourneraient les lecteurs et, dans leur sillage, les annonceurs publicitaires.

des autres comme la misère sur le monde. Cette focalisation sur le côté le plus spectaculaire des débats va-t-elle faciliter la compréhension des véritables enjeux ? On peut, hélas, en douter : c'est que les consommateurs des médias « traditionnels » disposent de fort peu d'outils pour appréhender ces problématiques complexes. Car, en dehors des jeux du cirque qui stimulent les récits journalistiques, la presse donne fort

sillage, les annonceurs publicitaires. Insuffisamment « sexys », les syndicats, le rapport salarial, la concertation sociale sont exclus de la presse papier et du petit écran.

De cette autocensure découle une conséquence majeure : un conflit n'est médiatisé qu'après les premières mobilisations des travailleurs, tandis que les décisions qui se trouvent à la source de ce conflit, elles, ont déjà fait l'objet d'un accom-

Les figures imposées du conflit social

La scénarisation du « format » télévisuel a déteint sur tous les autres médias. Ainsi, désormais, le traitement médiatique des conflits sociaux a ses figures imposées : il s'agit d'assigner des rôles à chacun. Dans le rôle des gêneurs, les grévistes. Dans le rôle des victimes, les travailleurs qui tentent de se rendre au boulot,

est plus conté

les élèves qui veulent rejoindre leur école, Monsieur et Madame Tout Le Monde qui désespèrent de ne pas pouvoir circuler et consommer librement. A la télé, les usagers inévitablement « pris en otage » témoignent des difficultés dans lesquelles les plongent les grévistes des TEC, de la SNCB et de tous ceux qui entravent la sacro-sainte liberté de circulation avec leur piquet de grève ou leur manifestation. Et c'est ainsi que s'opère un surprenant renversement médiatique : les travailleurs ne s'opposent plus à un gouvernement et/ou un patronat décidés à amputer leurs droits ou complices de la détérioration de leurs conditions de travail ; ils s'opposent entre eux. Seconde figure imposée du traitement médiatique d'un conflit social : l'effacement de ses enjeux réels au profit de sujets médiatiquement exploitables, si possible des thèmes à suspense, riches en controverses et en rebondissements, porteurs de « petites phrases choc ».

Ainsi, la grève à la SNCB, le 10 juillet dernier, n'a-t-elle été abordée que sous l'angle de l'entrée en vigueur du service minimum, accueilli avec « grand soulagement » par les usagers. Et les « débordements de casseurs » en marge des grandes manifestations, l'« infiltration » de ces dernières par le PTB, la « radicalisation » de la grève ou encore l'aspect « musclé » des mouvements d'opposition ont généralement davantage de succès, dans les gazettes et sur le petit écran, que les enjeux compliqués de l'actualité sociale et les raisons des grèves et manifestations. Il est évidemment plus facile et accrocheur d'ouvrir le JT sur l'« immense pagaille » engendrée par les mouvements sociaux que sur le décryptage compliqué et nuancé des décisions

politiques et leur impact sur notre avenir.

Enfin, qui dit mise en scène dit, aussi, individualisation des luttes. Plus faciles et plus rapides à réaliser qu'une enquête, les portraits d'élèves, de parents, de navetteurs, de commerçants perturbés par les grèves sont aussi plus accrocheurs : ils font appel à l'intime, à l'émotion. C'est par ce mode narratif que les consommateurs des médias découvriront les répercussions des grèves sur les citoyens. C'est par ce biais, aussi, qu'ils découvriront les grévistes eux-mêmes, souvent ravis de se prêter au jeu du portrait ou du micro-trottoir, croyant ainsi servir le mouvement. Mais voilà : ce faisant, on ne parle plus de la cause collective, de ce qui réunit, mais bien de ce qui distingue. Et les antagonismes politiques et sociaux, les rapports de forces, la lutte de classes, tout se dissout ainsi dans la psychologie individuelle.

Les invisibles

La dimension psychologique joue aussi dans l'identification plus ou moins forte des journalistes avec leur sujet. Les journalistes se perçoivent comme des intellectuels un brin artistes, et se fantasment une appartenance au cercle du (contre-)pouvoir : ils ne s'identifient pas aux ouvriers, pas plus qu'aux « pauvres ». Ainsi, par exemple, pour Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef du *Soir*, il y a des grèves « civilisées » et des grèves « de voyous » (1). Les voyous : ceux

qui prennent les usagers en otage ou partent spontanément en grève. Les civilisés, en l'occurrence : les pilotes de Brussels Airlines. On voit mal, à première vue, ce qui distingue un conducteur de train luttant contre la dégradation du métier et le pilote d'avion qui dénonce la pénibilité du sien. Si ce n'est, peut-être, la mise plus seyante du second, reflet d'un milieu social différent, dont l'éditorialiste se sent peut-être plus proche ? « *La classe ouvrière, sa vie, ses difficultés, ses rêves, ses réalités, sont totalement sous-représentés dans les médias*, souligne Jean-Paul Marthoz, journaliste, ✎

Dans le rôle des gêneurs, les grévistes. Dans le rôle des victimes, les travailleurs qui tentent de se rendre au boulot.



⇒ Expliquer les enjeux sociaux avec pédagogie, c'est compliqué. Et pas très « sexy ». La presse n'en raffole pas.

essayiste, chroniqueur au *Soir* et professeur de journalisme international à l'UCL. Avec cela, la question des inégalités sociales est gravement négligée. Or il s'agit là d'une question fondamentale de la chose politique. Cette "invisibilité" du prolétariat et des inégalités contribuent fortement au populisme » (lire son interview en p. 89).

Les mêmes journalistes dénoncent plus volontiers les tracasseries dont sont victimes les itinérants du spectacle et autres artistes en butte à l'intransigeance bornée de l'Onem que celles qui accablent les usagers des CPAS ou les familles précarisées à la recherche d'un logement. « Pour s'intéresser à ces sujets-là, il faut un minimum d'empathie, estime Martine Vandemeulebroucke, ex-journaliste au *Soir*, actuellement collaboratrice free-lance à la revue d'actualité sociale *Alter Echos*, et chroniqueuse à *Ensemble !* (lire son billet d'Humeur en p.94). Moi, je viens d'un milieu très défavorisé : mes grands-parents appartenaient au Quart-monde ouvrier. J'ai vécu avec mes parents pendant des années dans un appartement insalubre à Saint-Josse. Les mécanismes de la précarité et de l'exclusion sociale, les difficultés des jeunes défavorisés à rester dans le système scolaire, tout cela, je connais. Ce n'est pas le cas de la plupart de mes collègues, qui ne s'intéressent aux sujets sociaux que par le biais de l'émission *Viva for life*. »

Miroir, mon beau miroir...

Un sujet du JT de la RTBF du 19 juillet a condensé toute l' « ingénuité »



Flickr

lade ». « Cela m'a permis de me rendre compte que j'étais bien à la maison, avec mon chien et mes amis », conclut cette dame éclatante dans sa robe jaune, sur sa terrasse bordée de fleurs et de verdure, probablement nichée dans un petit village cosu du Brabant wallon... Qui aurait songé, dans la chaîne de service public, à aller interroger la famille Congole, vivant à six dans un appartement d'un 50 mètres carrés surchauffé, au cœur de la capitale ?

Les journalistes « assis » (à la différence des reporters et autres enquêteurs qui traînent leurs basques sur le terrain), ceux qui tirent leurs informations des cercles du pouvoir et de leurs communicants, fréquentent un microcosme auquel ils s'identifient presque sans s'en rendre compte. La

broucke), les journalistes éco, eux, sont plutôt de centre-droit. Ainsi que le relèvent les sociologues Michel et Monique Pinçon, « ces journalistes libéraux ne mentionnent jamais la violence des riches. Ils inversent le sens de la responsabilité en attribuant l'origine de la violence aux plus démunis », aux travailleurs précarisés, aux jeunes aux abois, et se gardent bien de mettre en cause les dégâts provoqués par les spéculateurs et la fraude fiscale. Les luttes syndicales ne sont guère présentes dans leurs pages, pas plus que dans les journaux télévisés ou dans les matinales radio, si ce n'est en cas de dérapage ou de pagaille sur les routes.

Au nom du « tort causé à l'économie »

Et, au paroxysme de la crise, les médias, sans toujours en avoir conscience, adoptent le plus souvent une attitude de discréditation de la grève au nom du tort causé à l'économie (le pays « bloqué »), des difficultés imposées aux usagers, aux travailleurs, aux étudiants, etc., et tout cela en vain. Lorsqu'une grève est mal ou peu suivie, ou encore lorsque ses effets paralysants sont limités, les médias ne sont pas loin de s'en féliciter. A l'instar du *Figaro*, au lendemain de la longue grève de la SNCF du printemps dernier (28 jours de grève sur trois mois) : le quotidien conservateur s'est félicité de ce que « les syndicats n'ont plus, aujourd'hui, la capacité de bloquer le pays. La France

Les antagonismes politiques et sociaux, les rapports de forces, la lutte de classes : tout se dissout ainsi dans la psychologie individuelle.

(l'aveuglement ?) journalistique. La rédaction avait décidé de traiter du beau temps sous l' « angle » de ces Belges qui ont décidé de profiter de l'été au pays. A l'antenne, « Michèle, commerciale dans une entreprise de sanitaires » qui, pour la première fois, « reste à la maison en été », pour le grand bonheur de « Harry, son fidèle teckel, qui vient d'être ma-

sociabilité mondaine consolide ainsi les liens et leur efficacité, et rejailit sur la façon dont ils vont rendre compte de leurs sujets.

Alors que la plupart des journalistes francophones sont considérés comme appartenant plutôt au centre-gauche (« Mais ils ont le progressisme intellectuel, désincarné », nuance la journaliste Martine Vandemeule-



ne s'est pas retrouvée bloquée et les clients de l'entreprise ferroviaire, bien que gênés au quotidien, ne sont pas restés à quai ». Et le journaliste d'égrener les raisons de l'échec de la grève : le service garanti, l'absence de convergence des luttes sociales, le système D favorisé par l'émergence d'applis mettant les individus en connexion et offrant ainsi des alternatives de transport aux voyageurs et, enfin, le fait que « depuis 2006, aucun exécutif n'a reculé face à la rue » (2).

Certes, *Le Figaro* n'est pas un modèle de presse progressiste. Mais dans « nos » journaux aussi, l'idée que la fermeté du gouvernement Michel met les syndicats à la peine et rend la lutte sociale « traditionnelle » obsolète fait son chemin. « La contestation face au gouvernement Michel semble faiblir, écrit ainsi Bernard Demonty dans *Le Soir* du 28 juin dernier, à la veille (!) de la grève des cheminots contre la réforme des pensions. Il faut d'abord y voir les divergences de vue entre syndicats sur la manière de réagir aux mesures du gouvernement (...). » Et le journaliste de conclure son article avec cette réflexion de Jean Faniel, directeur du Centre d'information sociopolitiques (Crisp) : « Il y a aussi un effet de résignation. »

There Is No Alternative

Antonio Cocciolo, ancien ouvrier et puis délégué syndical chez Caterpillar Gosselies, président de la FGTB Charleroi & Sud Hainaut depuis 2015, dénonce ce qu'il ressent comme

de l'« arrogance » de la part de certains journalistes. « Dès qu'ils peuvent taper sur les organisations syndicales et les ringardiser, ils s'en donnent à cœur joie. Paradoxalement, c'est encore plus vrai dans la presse populaire que celle dite "de qualité". Les articles de *Sud-presse* sont généralement bien pires que ceux du *Soir* ou de *La Libre*. » Comme si la pensée unique avait réussi à faire adopter, par les catégories dominées de la société - et les médias qui les ciblent -, les modes de pensée des couches dominantes, et ce à l'encontre de leurs propres intérêts...

En résumé : tout est présenté comme si on n'avait pas le choix. « *There Is No Alternative* », ainsi que le martelait Margaret Thatcher, ex-Première ministre conservatrice britannique. On exclut d'entrée de jeu qu'il existe des alternatives aux réformes des pensions et des allocations de chômage. Dans un tel contexte, pas étonnant que les « vieux » syndicats soient considérés comme dépassés : ne tentent-ils pas en vain de rallumer la flamme d'une conflictualité sociale dépassée, car peu efficiente dans son approche des défis du présent et, plus encore, de l'avenir ?, observe Marc Sinnaeve, chargé de cours en Information sociale à l'Ihecs (*lire son interview en p. 92*).

Le Courrier hebdomadaire du Crisp a livré les résultats d'une enquête sur la perception des organisations syndicales : on y apprend, sans surprise, que près de 48% des électeurs francophones et 43% des néerlandophones souscrivent à l'idée selon laquelle les syndicats se préoccupent insuffisamment des problèmes de demain (3).

Journalistes observateurs, mais aussi acteurs

Dans la littérature rendant compte du traitement médiatique des

conflits sociaux, l'idée est répandue que celui-ci dépend essentiellement des stratégies de communication des acteurs du conflit. Et ce n'est évidemment pas entièrement faux : après un « flop » médiatique, les syndicats remettent d'ailleurs eux-mêmes en cause leur stratégie de communication (Marc Gobelet n'était pas suffisamment charismatique, disait-on par exemple, même en interne, pour justifier les insuccès de l'ancien patron de la FGTB dans la presse). Les contestataires médiatisés s'enorgueillissent, eux, de leur capacité d'organiser des actions qui intéressent les journalistes et leur permettent ainsi de sensibiliser l'opinion. On oublie,

Certains journalistes distillent le sentiment que l'Etat est « bloqué », que des « tabous » indépassables plombent la Sécurité sociale.

en disant cela, que les journalistes ne sont pas seulement spectateurs, mais aussi acteurs (parfois à leur insu) de l'actualité sociale.

Ainsi relaient-ils avec une grande ingénuité le vocabulaire aseptisé des banquiers qui, pour parler des employés qu'ils licencient, disent pudiquement agir sur la « variable salariale ». Ou parlent-ils d'« unités » lorsqu'ils relaient les communiqués de l'Onem sur les chiffres du chômage. Ou encore de « coût du travail » ou de « charges » pour parler des indispensables cotisations à la Sécurité sociale. Sans compter l'adjectif ↗



La pauvreté et l'exclusion n'ont pas droit de cité dans les gazettes. Si ce n'est par l'angle du « spectaculaire ».

**« La plupart de mes collègues ne s'intéressent aux sujets sociaux que par le biais de l'émission Viva for life. »
(Martine Vandemeulebroucke, journaliste)**

⇒ « sauvage » qu'ils accolent invariablement à une grève spontanée, pendant laquelle, évidemment, les grévistes « se croisent les bras ». Et, lorsqu'on leur fait le reproche d'avoir le réflexe néolibéral, ils s'insurgent en chœur contre un procès injuste : c'est qu'ils n'ont même pas conscience d'user d'un vocabulaire aseptisé ou orienté, ou d'une novlangue connotée.

Fréquemment aussi, certains journalistes de la presse *mainstream*, le plus souvent ceux qui sont versés à la rubrique Eco, distillent le sentiment que l'Etat est « bloqué », que des « tabous » indépassables plombent la Sécurité sociale, l'avenir des pensions, les caisses de chômage. Ils alimentent, le plus souvent en toute bonne foi, la rengaine des pourfendeurs de la sphère publique. Cela ne les empêche pas de prendre leurs distances avec Emmanuel Macron lorsque ce dernier dit trop haut, et trop fort, ce qu'eux pensent spontanément tout bas. A savoir, en substance, que l' « on met un pognon de dingue dans les minima sociaux (...) » (4).

Les pauvres ne font pas recette

Plus maltraités encore, les sujets traitant de la pauvreté et de l'exclusion sociale : ceux-là n'ont pratiquement aucun droit de cité dans la « grande presse ». « A partir du début des années 2000, au Soir, il était devenu impossible d'y consacrer un sujet, témoigne Martine Vandemeulebroucke. Je les

rendue à une conférence de presse présentant le « plan hiver » d'accueil des populations fragilisées, et particulièrement des demandeurs d'asile, durant la période hivernale. L'hiver précédent s'était caractérisé par un afflux massif de demandeurs d'asile et une saturation rapide des centres d'accueil : des familles entières s'étaient retrouvées à la rue, alors qu'il gélait dehors. Il me semblait donc tout à fait pertinent de m'enquérir des mesures qui allaient être mises en place pour éviter la répétition d'une telle situation. Mes responsables m'ont rappelée : "Martine, reviens, ton sujet ne nous intéresse pas ! Tu le proposeras en hiver, s'il y a une crise." C'est cela, la politique éditoriale du grand quotidien francophone... »

Certes, et ce n'est pas là le moindre des paradoxes, le métier de journaliste se dégrade, et nombre de rédacteurs et de rédactrices connaissent les affres de la précarisation professionnelle et devraient donc s'identifier davantage à tous ceux qui dénoncent la dictature de la rapidité, de la rentabilité, de la flexibilité. Mais des journalistes sont aussi de plus en plus nombreux, de plus en plus jeunes, de plus en plus corvéables et malléables, et pas toujours excellemment formés. Ils ont souvent peu d'appétence pour les arides matières sociales et de politique économique : tout cela fait que ces sujets sont traités de manière superficielle. « Il y a vingt-cinq ans d'ici, les journalistes connaissaient leur sujet, se rappelle Coccio, qui en a

qu'ils ne traiteront pas du fond, mais de la forme... »

Les syndicats ringardisés

L'aridité de ces matières et la complexité des enjeux contribuent à donner des syndicats une image archaïque. A l'image des acquis sociaux qu'ils défendent, très souvent qualifiés « de papa » dans la presse. Et contrairement aux réformes sociales, le plus souvent jugées « audacieuses » (5).

A présent que tout est « com » et « image », que la démocratie n'existe plus qu'au travers d'une mise en scène savamment orchestrée, les syndicats sont vus comme des dinosaures inadaptés à la société de la communication, c'est-à-dire à la société « tout court ». Leur organisation hiérarchique toujours très pyramidale – et souvent un brin machiste – les rend également peu attrayants aux yeux des jeunes journalistes, spontanément plus intéressés par les « nouveaux mouvements sociaux » aux modes décisionnels plus collaboratifs. « Les médias contribuent à donner des syndicats une image éculée ou "institutionnelle", traînant dans leur sillage une odeur de naphthaline, poursuit Coccio. Dès qu'ils en ont l'occasion, ils dénoncent l'absence de cohésion interne, la prétendue opacité des comptes, l'intransigeance, les agendas "politiques" cachés. Jamais je n'ai vu d'articles sur le thème de "Que se passerait-il si les syndicats disparaissaient ?" »

La pensée unique a réussi à faire adopter, par les catégories dominées de la société, les modes de pensée des couches dominantes.

ennuyais clairement avec ça. On me disait : les problèmes des pauvres, la politique des CPAS ou de l'Onem, l'exclusion sociale, tout ça, ça n'intéresse pas nos lecteurs, pour la plupart issus de la bonne classe moyenne. »

Sans compter qu'en journalisme, de plus en plus, seuls comptent le présent, la crise, la nouveauté : « Un jour, peu avant l'hiver, je m'étais

vu défiler plus d'un à Cartepillar du temps où il y travaillait. Les enjeux – en matière de métallurgie, automobile, sidérurgie, aéronautique, leviers économiques des Régions, etc. - dont se saisissaient les organisations syndicales, ils les maîtrisaient. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La plupart du temps, je me rends compte qu'ils ne comprennent pas vraiment ce que je dis. Et alors, je sais

Le temps constitue un autre handicap pour la médiatisation de l'action syndicale : la réalité sociale est complexe, on l'a dit. Les évolutions sont le plus souvent lentes, et agissent en profondeur sur le tissu sociétal. Les événements brutaux, tel un licenciement collectif, sont plus spectaculaires, certes, et donc plus faciles à médiatiser, mais ne constituent le plus souvent que la face émergée de l'iceberg. Pour rendre compte finement des changements imprimés sur le monde du travail, le sort des travailleurs et la réalité sociale, il faut s'intéresser aux choses sur la longueur. Or les journalistes

aujourd'hui ne disposent plus de ce temps long. Ils sont soumis à la dictature de l'instantanéité et contribuent désormais exclusivement à la fabrication d'un « produit » prêt à consommer, et non plus à une œuvre éducative. « Les évolutions

doublée d'un chouïa de sentiment de supériorité. Ils connaissent mal les réalités médiatiques, et ont la caricature facile. Ils leur arrivent de confondre presse « de qualité » et presse « militante ». « Depuis que je travaille pour Alter Echos et que je

Sciences sociales et directeur adjoint de l'Institut de promotion sociale Saint-Laurent (Liège) (6). Il faut élargir le champ de la caméra pour comprendre l'effet systémique des interactions sociales, politiques et communicationnelles. Epictète le disait déjà : « Ce qui trouble les hommes, ce ne sont pas les choses mais ce qu'ils en pensent ». Ce qu'ils en pensent, ce qu'ils en disent, ce qu'ils en font, et la manière dont cela s'articule : c'est tout cela qu'il faut changer si l'on veut que le monde reste (ou redevenue) vivable pour le plus grand nombre. □

« Jamais je n'ai vu d'articles sur le thème de "Que se passerait-il si les syndicats disparaissaient ?" » (Antonio Cocciolo, syndicaliste)

sociales, celles du monde du travail, des droits des travailleurs, etc., ne peuvent s'appréhender que sur un temps long. Le temps syndical est un temps long, entrecoupé d'actions – grèves, manifestations – "immédiates". Si les médias ne retiennent que ces dernières, parce qu'elles ont davantage d'impact, on perd le sens en profondeur », ramasse Cocciolo.

Le tissu associatif et les médias : je t'aime moi non plus

Pour être de bon compte, il faut aussi pointer la relation de coopération conflictuelle qu'entretiennent entre eux les médias et les mouvements sociaux. Les associations de terrain actives dans les matières sociales éprouvent souvent une méfiance atavique envers la presse, parfois

peux couvrir les matières sociales, je suis confrontée à des difficultés invraisemblables pour obtenir de l'info, auxquelles je ne m'attendais absolument pas, souligne Martine Vandemeulebroucke. D'abord, ces associations font rarement preuve d'une grande combativité pour faire connaître les réalités dont elles s'occupent. Ensuite, quand un journaliste s'intéresse à leurs actions, elles émettent parfois des exigences – telle celle de relire l'article avant parution ou encore d'être les seuls interlocuteurs contactés dans le cadre de l'article - inacceptables aux yeux de tout journaliste professionnel. » Ainsi, « pour comprendre finement la manière dont les conflits sociaux sont traités dans les médias, on ne peut pas se focaliser sur la seule analyse des contenus des productions médiatiques », observe Gérard Pirotton, docteur en

(1) « Brussels Airlines : une grève civilisée », Béatrice Delvaux, *Le Soir* du 18 mai 2018.

(2) « Pourquoi la grève ne paie plus », par Marc Landré, *Le Figaro* du 18 juillet 2018.

(3) « Syndicats et syndicalisme : perceptions et opinions », Marc Swyngedouw, Koen Abts et Bart Meuleman, *Courrier hebdomadaire du Crisp*, n°2298, 2016.

(4) Propos tenus par Emmanuel Macron le 12 juin dernier, au cours d'une réunion de travail avec ses conseillers, pendant laquelle il s'entraînait pour son discours au 42e Congrès de la Mutualité, le lendemain. Ces mots, diffusés sous la forme d'une vidéo sur Twitter, ont fait le buzz.

(5) « Les acquis sociaux de papa sous pression », Bernard Demonty, *Le Soir* du 24 mai 2014.

(6) « Traitements médiatiques des conflits sociaux. Un cadre pour le penser », *Recherches en communication* n°37.

La démocratie mise en scène

Les médias télévisuels, et les débats qu'ils nous offrent, véhiculent une image tronquée de la société. En quête d'audimat, ils mettent en scène la réalité et fabriquent un monde scénarisé. Et qui nous détourne du sens des choses.

Isabelle Philippon (CSCE)

La démocratie telle qu'elle apparaît au petit écran, telle qu'elle est débattue sur les plateaux de télé au cours d'émissions pourtant réputées « sérieuses », est une mise en scène. Les débats politiques télévisuels – notamment ceux du dimanche midi – ne sont rien d'autre qu'un spectacle, un jeu, un match

de catch arbitré, « modéré » dit-on dans le milieu, par un ou une journaliste garante du rythme, d'une circulation dynamique de la parole. Il ou elle est là pour couper, relancer, rompre le cours des choses dès qu'elles deviennent un peu longues ou complexes, c'est-à-dire avant que le téléspectateur ne puisse ressen-

tir une once d'ennui et être tenté de zapper sur la chaîne concurrente. La dimension antagoniste prend le pas sur le contenu, et c'est ainsi que « la parole se calque sur le format imposé par la scénarisation », comme le relève Jean-Marie Piemme, écrivain de théâtre et de fiction, dramaturge, professeur de théâtre et de dramaturgie

Pour Jean-Marie Piemme, la télé a contaminé les autres médias. Et nous contraint à l'insignifiance.



⇒ à l'Insas, et par ailleurs fin observateur des mœurs télévisuelles (1). « La flèche doit atteindre son but, et le but, ce n'est pas le fond, mais la qualité du spectacle », ramasse-t-il. Ainsi, lorsqu'une problématique sociale complexe est débattue à l'écran, ce n'est pas la clarté des enjeux qui va déterminer le degré de qualité du débat, mais le sens de la répartie, de la formule. « Si vous avez sur le plateau un panzer qui vient asséner ses petites phrases, le journaliste sera content. La télé, c'est du spectacle, et l'info, du divertissement. Nous courons vers l'insignifiance. »

Un océan d'insignifiance

Lorsqu'on lui objecte que, quand même, il existe des émissions intelligentes, et des journalistes consciencieux, responsables et pédagogues, Piemme rétorque, décidément désabusé, que : « Oui, il surnage quelques journalistes qui ne sont pas des saltimbanques, et qui campent sur de petits îlots de signification, disséminés dans un océan d'insignifiance. » Il concède cependant que « la radio est plus diverse que la télé » et qu'il y a, notamment

« Il surnage quelques journalistes qui ne sont pas des saltimbanques, et qui campent sur de petits îlots de signification. »

à France Culture, « de la place pour discuter ». Des « discussions » qui se déroulent alors, le plus souvent, en dehors des heures de grande écoute, et assument d'avoir un public assez restreint. « La richesse et la diversité du vocabulaire utilisé dans les médias

sont inversement proportionnelles à l'audience que l'on vise, note Piemme. Plus la cible est large, au plus le stock de mots utilisé est restreint. Plus l'émission assume d'être confidentielle, plus ce stock s'enrichit. » D'où son amour du théâtre et de

« son audience minuscule » : « Une chose mal faite vue par tout le monde reste une chose mal faite. Une chose bien faite vue par un petit nombre reste une petite chose bien faite ». Et sa méfiance

« Il faudrait pouvoir filmer quelqu'un qui mange mal pendant des années, et assister à sa dégradation progressive. »

envers ce même théâtre lorsqu'il vise l'audience, l'abondance : « Un théâtre est dangereusement médiatique quand il produit beaucoup pour beaucoup sans autre raison que de produire beaucoup pour beaucoup », lit-on dans ses « Prises de position » (2).

Le chômeur qui mange son chien

Mais revenons-en à la presse audiovisuelle : comment explique-t-il que des sujets tels la pauvreté et l'exclusion y trouvent si peu de place ? « Ces sujets-là, on ne les traite qu'au travers de témoignages ou d'images pathétiques, qui vont marquer les esprits, pendant un – tout – petit moment, avant de passer à autre chose. Ce faisant, de nouveau, on privilégie le spectacle au détriment du fond, on se dispense d'une réflexion à long terme. » Et le temps, justement, est une dimension essentielle pour rendre compte des injustices sociales : « Il faudrait pouvoir filmer quelqu'un qui mange mal pendant des années, et assister à sa dégradation progressive. Mais cette lenteur des choses n'est pas compatible avec le temps télévisuel. La société est divisée entre les immobiles et les gens en mouvement. Les médias font évidemment partie du monde en mouvement, aux prises au changement constant, à une course en avant, à l'impérialité de faire du neuf

en permanence et, si possible, avant les concurrents. »

La dictature de la vitesse, et aussi de la nouveauté : pour Jean-Marie Piemme, ces deux ingrédients dénaturent le visage du monde vu à la télé, et interdit au média télévisuel de faire œuvre pédagogique en rendant compte du social : « Celui qui traverse des difficultés de vie récurrentes, quotidiennes n'a pas droit de cité : ce n'est pas une bonne info. Les médias cherchent en permanence l'extraordinaire dans l'ordinaire. Le chômeur qui mangerait son chien, lui, ferait un bon sujet. »

Les certitudes, ça rassure

On imagine donc que ce citoyen engagé, cet homme de théâtre exigeant

et inspiré affectionne un théâtre lui aussi engagé, le « théâtre-action ». Ce serait sous-estimer la complexité du bonhomme, sa méfiance envers toute parole d'Évangile. « Le théâtre pose un regard sur la réalité ; il n'est pas le réel, et ne doit pas non plus "prêcher" sur ce réel. Depuis ses origines, dans l'Antiquité grecque, le théâtre montre les rapports de forces qui traversent le monde, sans pour autant prêcher la bonne parole ni trouver des solutions. Ils montrent les relations complexes entre les vivants, ainsi que les relations parfois tumultueuses entre les âmes et les corps.

Du théâtre-action, il aime la générosité mais conteste la créativité : « Il tourne le plus souvent au message simple, à la chose connue, attendue. Il ne fouille pas la réalité mais l'épale. Fouiller la réalité, c'est mettre le doigt sur des contradictions insolubles. Le théâtre engagé n'aime pas ces contradictions indépassables ; il lui préfère les certitudes. Les certitudes, ça rassure, mais elles tapent rarement dans le mille. » □

(1) Il est l'auteur, notamment, de *Bruxelles, printemps noir*, *Les Pâtisseries*, *Jour radieux* et *Le blond, la blonde et la blondinette*. Il a également écrit un ouvrage sur la communication télévisuelles : *La télévision comme on la parle*, Labor, 1978.

(2) <https://www.jeanmariepiemme.be/non-fiction/prises-de-position/>

« Il faut rendre la parole aux invisibles »

La presse a délaissé la question des inégalités sociales, et elle ne représente plus l'ensemble de la société. Pour l'essayiste Jean-Paul Marthoz (*), elle se fourvoie.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! : Vous avez, comme journaliste, usé vos semelles sur le terrain dans de nombreux pays du monde et en particulier aux Etats-Unis. Vous répétez souvent qu'un journaliste doit s'immerger dans la société dont il parle. Le fait-on assez ?

Jean-Paul Marthoz : Je suis de plus en plus frappé par ceci : les journalistes sont tentés de ne parler que des gens qui leur ressemblent, et aux gens qui leur ressemblent. Nos lecteurs, nos sujets, nos informateurs, tout cela forme un univers assez homogène. Quand j'étais journaliste au *Soir* et qu'on m'envoyait en reportage pendant trois semaines aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde (c'était le bon temps !) avant des élections, par exemple, j'avais le temps de prendre le pouls d'une société, et de me rendre compte qu'elle était multiple, fracturée, et que certaines de ses composantes m'étaient totalement étrangères. C'est cela qu'il faut faire : s'immerger dans la société. Mais on ne le fait (presque) jamais. De moins en moins, en fait... Aujourd'hui, on se contente de faire du « micro-trottoir », et on a l'illusion, ce faisant, qu'on donne la parole aux gens. C'est évidemment une illusion.

Qui/que faut-il rendre responsable de cette absence de reportages de terrain : ceux qui dirigent les médias ? Les budgets insuffisants ?

Il faut d'abord imputer cela au changement sociologique du métier de journaliste. Avant, dans les années 1960, les journalistes étaient principalement des hommes sans entraves. Ils avaient le langage cru, ils écumaient les bars enfumés, causaient avec plein de monde de tous les milieux, et se formaient sur le tas. Au-



Jean-Paul Marthoz, journaliste, essayiste, professeur de journaliste et chroniqueur.

jourd'hui, les journalistes sont issus des grandes écoles et se sont rapprochés de l'« élite intellectuelle ». Ils ont perdu le contact avec le monde du travail et les « petites gens ». Aux Etats-Unis, le célèbre journaliste de radio Studs Terkel (1) dénonçait déjà, dans les années 1970 – 1980, ce glissement sociologique de la profession, le fait que les journalistes s'éloignaient du monde du travail. Lui, il n'avait de cesse de donner la parole aux classes populaires, aux ouvriers, et s'immergeait dans leur monde, dans leur réalité. C'est là une des fonctions essentielles du journalisme : donner une voix à toutes les couches de la société. Cela contribue à la fierté de tous les citoyens, et c'est un important facteur de cohésion sociale. Cela fait défaut aujourd'hui, et c'est dangereux.

Dangereux... ?

Un jour ou l'autre, on le paiera cher. Le journalisme, aujourd'hui, rend compte de la réalité d'une élite et de celle des « extrêmes » : les migrants dont on parle beaucoup (en bien ou en mal), les délinquants, les – très – pauvres, etc. On ne parle quasiment plus du monde ouvrier dans

les médias, ni du « prolétariat », si ce n'est en cas de problème : quand il y a une grève (ah !, les images d'ouvriers en grève autour d'un brasero en hiver...), un accident de travail, une restructuration. Sinon, toute cette frange importante de la population est exclue des médias. Il ne faut donc pas s'étonner que la classe ouvrière éprouve une grande méfiance envers les journalistes, qui parlent comme l'élite, fréquentent l'élite, ressemblent à l'élite. La question de la

« Le journalisme rend compte de la réalité d'une élite et de celle des "extrêmes". On ne parle quasiment plus du monde ouvrier. »

représentation de tous les citoyens, quelle que soit leur classe sociale, est fondamentale. Les journaux doivent rendre compte de leurs aspirations, de leurs boulots, de leurs difficultés. Sinon, on ne voit pas venir des phénomènes de société extrêmement importants, comme la montée du populisme dans les rangs de ceux qui ont voté pour Trump aux Etats-Unis...

L'historien et sociologue français Pierre Rosanvallon a attiré l'attention, outre-Québécois, sur la nécessité de remédier à la mal-représentation d'un monde ouvrier atomisé en une myriade de métiers sans usines : agents de sécurité, aides à domicile, technicien(ne)s de surface, livreurs de pizzas, caristes, préparateurs de commandes en ligne, etc. « *Le* »

⇒ *manque de représentation est moins narratif que politique*, souligne-t-il dans « Le Parlement des invisibles », le texte qui a servi de manifeste de lancement à la collection « Raconter la vie » (2). *Des vies non racontées sont de fait des vies diminuées, niées, implicitement méprisées* », dit-il. Et c'est très vrai. Et oui, c'est dangereux, car cela ouvre la porte à l'humiliation, au désenchantement, et au populisme.

L'argument invoqué par les directions des rédactions pour passer sous silence certains sujets est souvent qu'« il faut s'adresser à ses lecteurs et à ses auditeurs ». Les consommateurs de médias qui s'intéressent aux questions politiques et économiques appartiennent majoritairement à la « bonne classe moyenne ». La classe populaire, elle, dit-on, s'y intéresse peu, et préfère les sujets légers, divertissants...

Qu'importe ! La question n'est pas de savoir si le politique, l'économique ou le social intéressent les gens ou pas, c'est une obligation de rendre compte de la réalité de tous les citoyens ! Les médias, surtout les médias de service public et les journaux de qualité, doivent refléter le monde tel qu'il est. Et puis, les sujets sérieux ne sont pas nécessairement ennuyeux : on peut faire du très bon journalisme, passionnant, rythmé, nerveux, en faisant des reportages sur des réalités sociales dont on ne rend habituellement compte nulle part. Aux Etats-Unis, des journaux très sérieux, plutôt élitistes, tels *The New Yorker* et *The Philadelphia Inquirer*, ont réalisé des séries d'articles sur des pans délaissés de la population. *L'Inquirer* a remporté plusieurs fois le prestigieux prix Pulitzer pour ses reportages dans les profondeurs de la société américaine, et pour avoir illustré comment, en quelques

décennies, les politiques publiques américaines avaient plongé l'Amérique dans la crise. Evidemment, tout le monde ne peut pas faire cela sans tomber dans le « prêchi prêcha » et la caricature : il faut vraiment une très belle plume, une grande humilité et une immense ouverture d'esprit pour y arriver.

Plus près de chez nous, le journal *Le Monde* a, lui aussi, publié de beaux reportages sur les exclus, notamment sous la plume de Florence Aubenas...

Oui oui, on fait parfois de bonnes choses chez nous aussi. Quand *Le Soir*, en collaboration avec la RTBF, a fait sa série « Noir Jaune Blues » (3), il a montré qu'il s'intéressait au terrain. Mais c'est trop rare : on ne fait cela qu'à l'occasion de quelques « coups » médiatiques. Allez passer de temps en temps quelques jours à La Louvière, et vous serez étonnée de l'univers que vous allez y découvrir. On a en tête que les habitants sont pour la plupart d'origine italienne, mais ça date ! Aujourd'hui, il y a plein de gens d'origine brésilienne. Il y a pas mal de Roms aussi. Si davantage de journalistes allaient traîner au marché du Midi (Bruxelles), ils auraient pu se rendre compte de la modification du tissu sociologique : c'est là qu'on a vu apparaître, en premier lieu, cette population brésilienne qui, aujourd'hui, constitue 13% de la main-d'œuvre sur les chantiers de construction. En parlant avec eux, on en apprend beaucoup sur

leurs conditions de travail, et sur la façon dont les chantiers de construction sont attribués. En arpenter le terrain, en papotant avec les gens : c'est là qu'on sent battre le cœur de la société telle qu'elle est, et que l'on se rend compte des évolutions, et ce bien avant que les sociologues (s') en rendent compte.

Le plus souvent, ce n'est pas cette démarche-là qu'on a dans les médias. On rend compte de « phénomènes », et les « phénomènes » sont souvent caricaturaux. On va traiter de la pauvreté en dirigeant le projecteur sur la pauvreté « extrême ». De l'ex-

clusion sociale en braquant le projecteur sur des « paumés ». On va parler des ouvriers par le biais des grèves ou d'une restructuration de grande ampleur. A part cela, la manière dont on rend compte des choses est influencée par les professionnels de la communication qui dictent le discours.

Antonio Cocciolo, président de la FGTB Charleroi & Sud Hainaut, nous a dit son irritation par rapport aux journalistes qui connaissent de moins en moins les entreprises, le secteur public, bref, le fonctionnement économique et social de la société. Vous partagez ce constat ?

Oui. Pour savoir réellement ce qui se passe dans les grosses boîtes et dans les services publics telle la SNCB, il faut prendre le temps d'enquêter, il faut éplucher les chiffres, comprendre les enjeux. Et pour y arriver, il faut sonder le terrain et avoir des informateurs à tous les étages, et depuis longtemps. Quand les agents de la SNCB font grève « pour leur pension », personne n'y comprend rien, y compris dans les médias. Le dossier SNCB est extrêmement compliqué et touche à plein de domaines différents : la mobilité, la lutte contre la pollution, la Sécurité sociale, etc. Si on ne maîtrise pas tout ça, on ne peut pas rendre compte des choses de manière professionnelle. Il en va de même pour les conditions de travail des pilotes de la Brussels Airlines, par exemple : les pilotes disent blanc ; les

« Garder l'œil rivé sur un écran et réagir à toutes les petites phrases lâchées sur Twitter, ça ne sert à rien. »

Le monde ouvrier est quasiment absent des médias, et c'est dangereux, estime Jean-Paul Marthoz.



porte-parole disent noir. Les journalistes se contentent souvent de rapporter ce que disent les uns (une demi-vérité) et les autres (une autre demi-vérité). Mais, en journalisme, une demi-vérité + une demi-vérité, cela ne fait pas une vérité.

La connaissance fine de la réalité et des enjeux : n'est-ce pas, aussi, ce qui permet aux médias d'être réellement indépendants par rapport aux différents pouvoirs ?

Bien sûr ! C'est ce qui permet de contester les arguments patronaux et/ou syndicaux, ceux de l'Etat et de tous les « communicants ». C'est ce qui permet de poser les bonnes questions, les questions impertinentes, les questions qui fâchent. Dans notre métier, nous devrions être totalement libres vis-à-vis de tous les pouvoirs : mais pour ce faire, il faut connaître ce dont on parle et ce dont les autres nous parlent, pour ne pas se laisser enfumer. Attention, l'idée n'est pas d'être perçus comme des journalistes « impartiaux », « objectifs ». On sait ce que ça veut dire, être « objectif », pour les gens : ils vous considèrent comme tel lorsque vous pensez comme eux. Non : il s'agit de comprendre le plus finement possible les choses, pour tenter de les faire comprendre dans toute leur complexité.

Comprendre les choses finement, cela demande du temps, et donc des moyens, ce dont les journalistes bénéficient de moins en moins...

On trouve de moins en moins de journalistes spécialisés : on leur demande d'être « généralistes », ce qui est une bêtise. Mais même



se rend compte que les choses sont beaucoup plus fines que ce que l'on croit souvent. Parlez à un « petit » patron, et vous verrez que ses réflexions sont parfois fort proches de celles des syndicalistes. C'est intéressant de se rendre compte de ça, de « respirer » cela, plutôt que de ne rendre compte de la lutte des classes qu'au travers des grèves et autres conflits sociaux « spectaculaires », qui opposent les « bons » et les « méchants ».

Fondamentalement, est-ce que la presse se voit encore comme un outil d'intérêt public, ayant certaines obligations ?

Non, et pourtant elle le devrait. La presse devrait s'inspirer du « rapport Hutchins », ce texte fondateur

ceux pour qui elle est exercée. Dans cette perspective, la presse se doit de traiter de tous les sujets fondamentaux. Les inégalités sociales en font partie : c'est une question politique fondamentale. Aujourd'hui, elle est totalement négligée par la « grande » presse. Celle-ci tente de cerner le plus fidèlement possible les caractéristiques de ses « consommateurs », dans le but de lui parler de ce qui lui plaît. En termes économiques, ça peut se défendre (quoi que...). En termes journalistiques, c'est une aberration... □

(*) Jean-Paul Marthoz a été journaliste au *Soir*, et il a aussi occupé des fonctions de dirigeant de rédaction (chez *Trends-Tendances* et à *La Libre*). Aujourd'hui, il rédige des essais, enseigne le journalisme international à l'UCL et est chroniqueur au *Soir*.

« La liberté de la presse n'est pas seulement la liberté de ceux qui l'exercent, mais aussi celle de ceux pour qui elle est exercée. »

les « généralistes », on pourrait les faire aller sur le terrain : c'est cela, l'urgence. Au lieu de ça, on leur demande de garder l'œil rivé sur leurs écrans et de réagir à toutes les petites phrases lâchées sur Twitter, ce qui ne sert absolument à rien, si ce n'est à entretenir les caricatures. Quand on cause vraiment avec les gens, on

de 1946 portant le nom du recteur de l'université de Chicago qui, à l'époque, présida la commission d'enquête ayant pour but de définir le rôle de l'information dans le « monde libre ». Ce texte dit, en substance, que la liberté de la presse n'est pas seulement la liberté de ceux qui l'exercent, mais aussi celle de

(1) Louis « Studs » Terkel (1912-2008) s'est notamment rendu célèbre par ses ouvrages d'histoire orale, tel « *Working - Histoires orales du travail aux Etats-Unis*, Editions Amsterdam, Paris, 2005). C'est l'une des grandes figures de la gauche radicale américaine.

(2) « Raconter la vie » est une collection de témoignages, entre récit de vie et journal de terrain, publié sur Internet, avec un prolongement éditorial (au Seuil).

(3) Pendant huit mois, entre octobre 2017 et juin 2018, des journalistes et des photographes ont sillonné Bruxelles et la Wallonie pour écouter les gens, entendre leur vision de la société, leurs problèmes d'emploi, de logement, etc., ainsi que leurs aspirations.

« Nous ne supportons plus la conflictualité »

Marc Sinnaeve, chargé de cours à l'Ihecs, scrute la façon dont l'histoire sociale contemporaine est médiatisée. Le capitalisme, dit-il, a gagné la guerre de la communication. Interview.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! : Comment percevez-vous le traitement des questions sociales par la presse mainstream ?

Marc Sinnaeve : Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'on entend par « social » : la question sociale recouvre beaucoup de choses très différentes. A mes yeux, la question sociale, c'est avant tout la précarisation et l'augmentation des inégalités. Et sur ce point, il faut bien constater que les journalistes ne montent plus tellement au créneau. Les jeunes générations se sentent spontanément davantage d'affinités avec les thèmes défendus par les nouveaux mouvements sociaux (l'écologie, l'altermondialisme, les « zadistes »,

du reste. Plein de gens s'engagent dans la Plateforme citoyenne pour venir en aide aux sans-papiers du parc Maximilien, par exemple. Ils font cela spontanément, sans nécessairement s'impliquer en politique. Ces mouvements de solidarité sont ressentis par beaucoup comme plus sympathiques, plus sincères et plus utiles que les actions défendues par les syndicats, desquels on se méfie désormais presque autant que des partis. Cela tient aussi au fait que ces mouvements ont, en apparence en tout cas, une organisation plus horizontale et plus collaborative, un fonctionnement plus démocratique que ceux des syndicats. Le milieu social dans lequel ils recrutent est, aussi, plus proche de celui des journalistes. Bref, tout concourt à les rendre plus intéressants que les « vieux » syndicats aux yeux des journalistes.

De nouveau, ce n'est pas une volonté de leur part. Le néolibéralisme a gagné la bataille des idées : il est devenu « naturel » et n'est même plus ressenti comme une idéologie. Les jeunes générations de journalistes sont complètement déconnectées des enjeux politiques, économiques et sociaux, de la lutte des classes, des rapports de forces, tout ça. En dehors des engagements « sociétaux » évoqués plus haut, l'action politique, l'engagement au sein d'un « pilier » (syndicat, parti, mutuelle, etc.) ne les tente plus, ou rarement. Avant, les journalistes « sociaux » étaient souvent recrutés dans les rangs de ces « piliers » : ils avaient non seulement une bonne connaissance des matières sociales, mais aussi un goût pour l'action collective, au sein de laquelle ils avaient fait leurs armes. Ils étaient idéalistes, parfois un brin manichéens : le monde était divisé entre les « bons » et les « méchants », il leur offrait des repères qui leur permettait de se situer et de lire le monde. Aujourd'hui, tout cela ne leur parle plus : seule compte, pour eux, la liberté de chercher ce qu'ils veulent. Mais pour chercher, encore faut-il avoir des balises : ce n'est plus le cas. Les journalistes sociaux n'existent plus, la profession s'est « déspecialisée ». Ajoutez à cela que le néolibéralisme et l'individualisme, sont devenus l'horizon indépassable, et tout concourt à ce que l'action collective soit marginalisée, ringardisée elle aussi.

Et, au contraire, tout concourt à « ringardiser » les syndicats...

Il ne s'agit pas d'une volonté délibérée dans le chef des journalistes, mais plutôt d'une sorte d'éloignement culturel. Les syndicats ont une structure interne compliquée, rigide, relativement figée, et hiérarchisée à l'ancienne. Ils apparaissent en décalage avec les aspirations à de nouvelles formes de démocratie, plus spontanées et moins institutionnelles. Les syndicats sont de plus en plus assimilés aux institutions, et on les voit de moins en moins comme un contre-pouvoir. A l'heure où l'individualisme règne en maître, ils paient aussi le prix de la marginalisation de l'action collective.

Et les journalistes se rendent donc complices de cet individualisme forcé ?

Les grèves ne sont plus à la mode ?

Plus trop, en effet, même si on en parle, puisqu'elles font l'événement. On ne parle plus que des « chocs » : le « choc » Caterpillar, le « choc » Carrefour, etc. Une grève générale,



Marc Sinnaeve, chargé de cours à l'Ihecs : « Le traitement de l'info est de plus en plus dépolitisé. »

la défense des migrants, etc.) qu'avec la « vieille » question de la lutte des classes. Ces nouveaux mouvements ont développé un *modus operandi* davantage susceptible d'être médiatisé - des « actions », et non plus des grèves, qui font de bonnes images -, et se sont forgé une image plus moderne, plus jeune, que celle véhiculée par les syndicats. Bref, ils sont plus « sympas » et ils passent mieux à la télé. Et comme la télé a dicté ses règles de grammaire aux autres médias, les actions menées par les syndicats ont désormais moins le vent en poupe.

Les journalistes, dites-vous, se sentent culturellement plus proches de ces nouveaux mouvements sociaux que de la lutte syndicale traditionnelle...

Oui, comme beaucoup de citoyens,

c'est un « choc » aussi. Mais le reste du temps, tout ce qui amène à la grève, le lent détricotage des emplois, l'exclusion progressive des chômeurs, les coups portés au maillage social, tout ça, on en parle très peu. En outre, lorsqu'elles gênent le sacrosaint droit à la mobilité, quand elles entravent la liberté de se déplacer, les grèves sont vues comme totalement inadaptées au monde « moderne ». C'est ainsi que les grèves des Tec ou celles des agents de la SNCB sont particulièrement impopulaires : elles sont souvent perçues comme totalement archaïques.

Il y a donc des grèves plus « légitimes » que d'autres...

C'est très clair. Quand une entreprise ferme, quand des travailleurs sont plongés en plein désarroi, alors on en parle : d'eux, et aussi de leurs proches. On les montre avec beaucoup de bienveillance, on prend leur parti. Les grèves « affectives » sont bien vues. En revanche, quand la

de les « intéresser » à l'entreprise, de les faire « collaborer » à la prise de décision, etc., tout est fait pour lisser ces rapports de forces, non ?

La conflictualité, c'est pourtant l'essence même de la vie, des interactions entre les gens, qui doivent évoluer et s'entendre au-delà de leurs intérêts divergents et opposés. L'ordre normal des choses s'inscrit dans la conflictualité, et la société s'est donné les moyens de la gérer pacifiquement, par des mécanismes de résolution des conflits telle la concertation sociale. Mais, aujourd'hui, on confond la conflictualité avec le conflit lui-même, et on confond souvent le conflit avec la violence, qui promet de belles images : un docker qui retourne une voiture, cela frappe davantage les esprits qu'une négociation sociale portant sur des enjeux compliqués, et qui se solde le plus souvent par un compromis. Le conflit est visible, la conflictualité est devenue invisible. Or la violence, c'est précisément la conséquence d'une

ciété du présent, de l'immédiateté : du passé, on fait table rase. Même le bien-être, le confort et la réussite sociale doivent être rapides : les jeunes, biberonnés à l'image du succès foudroyant d'un Mark Zuckerberg, ne se reconnaissent plus dans l'ouvrier qui gagne sa vie durement...

« On ne perçoit plus le social que comme une béquille qui contribue à réduire les douleurs infligées par le système économique. »

Or le social ne peut s'appréhender qu'à travers les luttes du passé et leurs héritages...

Ce n'est qu'en regardant le passé qu'on en perçoit tout le sens, et toute l'importance. La lutte des classes n'est pas née de rien, mais bien de l'exploitation des travailleurs par les détenteurs du capital : et cela, ça paraît renvoyer à des temps très anciens... La signification du mot « social » a évolué dans le temps. Après avoir renvoyé à la notion de « lutte », il a été assimilé à la prospérité : entre les années 1945, et jusqu'au début des années 1980, on ne jurait que par l'« ascenseur social », qui était un véritable moteur de richesse nationale. Le « social » allait de pair avec la vitalité économique. Aujourd'hui, on confond « social » et « assistance ». Quand Elio Di Rupo lui-même, qui est pourtant socialiste, parle de « social »,

on dirait un curé : il évoque les « précarisés », les « pauvres », les « exclus ». On ne perçoit plus les actions sociales que comme des béquilles qui contribuent tant bien que mal à réduire les douleurs infligées par les dérives du système économique. C'est un peu comme l'« humanitaire », mais en moins sexy. Mais ce n'est pas cela, le « social » ! C'est la défense des droits des travailleurs, et pas ces actions sympathiques qu'on met en place pour venir en aide aux « basses classes ». □



grève sert à créer un rapport de forces entre les travailleurs et la direction, ou entre les travailleurs et le pouvoir politique, là, les médias sont beaucoup moins bienveillants. Les journalistes n'ont plus vraiment conscience de la conflictualité du rapport social. Perdre son job, ça n'est pas ringard, mais envisager les relations entre travailleurs et patrons sous l'angle des rapports de forces, ça, ça l'est.

A l'heure où l'on parle beaucoup de « responsabiliser » les travailleurs,

conflictualité qui n'a pas été prise en charge au travers de procédures de résolution de conflits, qui n'a pas été considérée comme suffisamment légitime. L'enjeu, aujourd'hui, c'est l'image et les représentations. La conflictualité est jugée dépassée, impuissante à résoudre les problèmes des gens.

N'est-ce pas la dictature de la vitesse, aussi, qui impose ses règles ?

Absolument ! On vit dans une so-